



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PENA METAUX SAS

26, Chemin de la Poudrière
33700 Mérignac

Références : 25-948

Code AIOT : 0005201004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement PENA METAUX SAS implanté 26, Chemin de la Poudrière 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une première visite d'inspection s'est tenue en date du 03/12/2025 suite à laquelle les derniers rapports d'analyse air (datés du 09/11/2025) ont été transmis. Au vu de la non conformité relevée (dépassement mercure) sur ce dernier rapport et de la récurrence de ce type de dépassement ces dernières années, l'inspection des installations classées a saisi l'ARS et l'inspection du travail.

Une seconde visite d'inspection a été déclenchée en date du 10/12/2025.

Ce rapport expose les constats effectués le 10/12/2025 et reprend certains éléments évoqués par l'exploitant durant la visite du 03/12/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PENA METAUX SAS
- 26, Chemin de la Poudrière 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005201004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PENA Métaux est autorisée à exploiter une installation de tri, transit, regroupement et de traitement de déchets non dangereux par l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux du 17 août 2020 et du 23 janvier 2023.

Le site PENA Métaux est organisé autour des activités suivantes :

- Déchetterie professionnelle,
- Récupération, transit, tri et regroupement de déchets de métaux et alliages, et traitement des métaux et alliages,
- Activités Déchets Non Dangereux (DND) / Combustible Solide de Récupération Issu du Recyclage (CORIS) :
Tri, transit et regroupement de DND, pré-triés ou en mélange,
Préparation et conditionnement de Combustible Solide de Récupération (CSR), pour valorisation énergétique - "CORIS",
- Tri, transit, regroupement et traitement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE),
- Tri et traitement de matières plastiques - "SPIREA",
- Dépollution et démantèlement des bateaux de plaisance hors d'usage (BPHU),
- Collecte, transit, tri, regroupement et traitement (désassemblage) des panneaux photovoltaïques et écrans,
- Collecte et démontage de transformateurs,
- Transit, tri, regroupement et vidange de radiateurs et condensateurs,
- Transit, tri et regroupement de déchets dangereux.

Une zone logistique de transit de camions, en attente de passage au pont bascule de l'établissement PENA METAUX, est exploitée par une entité juridique tierce (PENA LOGISTIC) et non compris dans le périmètre ICPE du site PENA METAUX.

Le site est localisé en limite d'une zone d'activité (en grande partie industrielle) s'étendant vers les directions Nord / Nord-Ouest et au sein d'une zone comportant des habitations en limites Ouest et Nord-Ouest.

L'établissement est placé en vigilance renforcée ministérielle depuis le 26/03/2021.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	VLE dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3.2.3 modifié par l'APC du 23 janvier 2023	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Suspension	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté depuis 2023 des dépassements récurrents de la VLE (Valeur Limite d'Emission) du paramètre mercure en rejet atmosphérique du bâtiment OSIRIS, qui concentre les activités de tri/transit/regroupement et traitement de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques). Au regard de cette non-conformité récurrente et du risque environnemental et sanitaire qu'elle présente, l'inspection propose à M. le Préfet de suspendre l'activité du bâtiment OSIRIS jusqu'à mise en conformité des installations et respect de la VLE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3.2.3 modifié par l'APC du 23 janvier 2023
Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/07/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission (VLE) dans les rejets atmosphériques pour les points de rejets :

- broyage de nickel (conduit n°1)
- préparation de CSR (conduits n°3 et 3bis)
- unité DEEE (conduit n°4)

Constats :

La présente visite d'inspection s'est uniquement concentrée sur le bâtiment OSIRIS (ligne de tri/transit/regroupement et traitement des déchets d'équipement électroniques (DEEE)).

Ce bâtiment est séparé en deux parties : l'une dédiée au tri/traitement des PAM (petits électroménagers) et l'autre à celui des GEM (gros électroménagers).

Bien que les deux lignes soient distinctes leur mode de fonctionnement peut-être schématisé par les opérations successives suivantes : cisailage / broyage, tri magnétique, criblage / opération mécanique (table vibrante, trommel) et séparation aéraulique. Ces lignes ayant fait l'objet d'une inspection visuelle il est globalement constaté d'une part la vétusté des équipements, et d'autre part la présence de cartes électroniques dispatchées sur le sol ou sur l'échafaudage entourant la ligne PAM (déchets chutant des bavettes usagées des convoyeurs).

Le bâtiment OSIRIS contient schématiquement deux zones d'entreposage amont et aval. Sur la première zone, sont opérées par typologie de déchets les opérations suivantes:

- PAM : un tri au grappin et à la main de certains flux spécifiques type radiateur bain d'huile, micro-onde, unités centrales pour séparation des cartes électroniques, fax et imprimantes pour séparation des lampes à mercure et toners. Les cartes électroniques récupérées à ce stade font l'objet d'un retrait de composants électroniques type piles, batteries, condensateurs et processeurs ;
- GEM : une extraction des fluides.

Sur la seconde zone d'entreposage, est opérée une activité de tri (présence d'une table dédiée) des cartes électroniques récupérées en sortie des deux lignes pour séparation des batteries intègres et autres éléments électroniques (type piles, processeurs ou condensateurs) avant entreposage en big bag des cartes ainsi démantelées. Il est ainsi constaté que la fraction de cartes triées en aval et récupérées via le processus de tri est bien plus importante que celle triée en amont, cette étape se concentrant davantage, d'après les dires du responsable d'exploitation, sur des éléments spécifiques du flux entrant.

Les flux sortants des lignes sont en synthèse les suivantes :

- fraction métallique contenant des cartes électroniques en perte d'intégrité stockées en bordure Est et Ouest du bâtiment ;
- fines de broyage stockées en big bag ouvert en bordure de site également et contenant des matières pulvérulentes ;
- cartes électroniques triées comme évoqué plus haut.

Les deux premiers flux sont en extérieurs et non couvert.

A noter l'exercice d'une troisième activité entreprise à l'extérieur du bâtiment au nord ouest d'une activité de tri du flux dit petit PAM (afficheur de prix dans les supermarchés par exemple) et PAM moulé disposant d'une coque plastique en une partie (exemple: cigarette électronique dite puf). Les petits PAM sont majoritairement envoyés en exutoire final (incinération de déchets dangereux) et le flux moulé passe directement dans le process de tri mécanique sans séparation préalable des batteries. Sur ce point il avait déjà été évoqué par l'exploitant des coûts de main d'œuvre excessifs du fait de la difficulté à démanteler ce type d'équipement.

Concernant la canalisation des rejets atmosphériques : l'ensemble de ces deux lignes dispose de cinq points d'aspiration au total conduisant l'air ainsi extrait au sein d'un cyclone, disposé au sud ouest (partie extérieure) de cet entrepôt avant rejet à l'exutoire (cheminée attenante au cyclone). Pour rappel l'exploitant doit réaliser une autosurveillance de cet exutoire à fréquence semestrielle pour l'ensemble des paramètres excepté pour le mercure faisant l'objet d'une surveillance trimestrielle.

Depuis 2023 les non conformités suivantes ont été observées :

N° Conduit et ligne	Paramètres	Valeur(s) mesurée(s) (concentration et flux)	VLE	Référence rapport	Date intervention
N°4 - Dépoussiéreur DEEE	Hg	0,03 mg/Nm ³ 0,6 g/h	0 . 0 0 5 m g / N m ³ - 0,17 g/h	Rapport IRH n°AQUP2301 62-23-28-R0 - 06/06/2023	T1 2023 - Intervention d u 21/03/2023
N°4 - Dépoussiéreur DEEE	Hg	0 , 0 1 7 m g / N m ³	0 . 0 0 5 m g / N m ³ - 0,17 g/h	Rapport IRH n°AQUP2401 41-24-51-R0 - 4 juin 2024	T2 2024 - Intervention d u 29/04/2024
N°4 - Dépoussiéreur DEEE	Hg	4,3 mg/Nm ³ 119,03 g/h	0 . 0 0 5 m g / N m ³ - 0,17 g/h	Rapport IRH n°AQUP2501 23-25-21-R0 - 21 mars 2025	T1 2025
N°4 -	Hg	0 , 0 1 4 2 m g / N m ³	0 . 0 0 5 m g / N m ³ -	Rapport IRH n°AQUP2501	T3 2025 - C o n t r e analyse T ₃

- Dépoussié- ur DEEE		0,4 g/h	- 0,17 g/h	n°AQUP2501 23-25-98-R0 - 3 Octobre 2025	analyse T ₃ (s o u p ç o n ligne à vide)
N°4 - Dépoussié- ur DEEE	Hg	0 , 1 3 5 1 m g / N m ³ 3,6 g/h	0 . 0 0 5 m g / N m ³ - 0,17 g/h	R a p p o r t n°AQUP2501 23-25-87-R0 - 1 9 septembre 2025	T3 2025
N°4 - Dépoussié- ur DEEE	Cd	1,6 mg/Nm ³ - 40,3 g/h	0.05 mg/Nm ³ - 1,2 g/h	Rapport IRH n°AQUP2401 41-24-51-R0 - 4 juin 024	S1 2024 - Intervention d u 29/04/2024

Les dépassements en mercure sont récurrents et ont fait l'objet de deux non conformités sur l'année 2025. Le premier dépassement évalué à 4,3 mg/Nm³ en concentration et 119 g/h en flux est préoccupant et a fait l'objet d'une réponse de l'exploitant par courrier daté du 12/09/2025 à l'inspection, afin d'expliquer l'origine de ce dépassement et les actions correctives mises en œuvres.

L'exploitant indique que les causes ayant pu entrainer des dépassements en mercure et cadmium au niveau des rejets sont liés à :

- un flux important de PAM contenant des imprimantes, des photocopieurs, des scanners contenant des lampes à mercure ainsi que des piles pouvant contenir du Cadmium, ainsi que des néons parfois difficilement extrayables.
- par ailleurs certains nouveaux flux issus des filières REP (responsabilité élargie du producteur) chargées de collecter et massifier les déchets rentrant dans la catégorie « article sport et loisirs » peuvent contenir des DEEE à pile avant introduction dans le broyeur.

Lors de la visite d'inspection du 3/12/2025 l'exploitant indiquait en complément :

- une affaire de trafic de déchets interne concernant un responsable d'exploitation de la ligne DEEE licencié depuis mai 2025 et impliquant diverses problématiques : la perte de compétence au moment du renouvellement des agents et notamment du responsable d'exploitation d'une part ; et les potentielles lacunes déontologiques de l'ancien personnel et par suite de mise en place d'un tri fiable notamment concernant l'extraction amont des lampes à mercure et néons ;
- sa volonté de pourvoir l'exutoire d'un dispositif de traitement au charbon actif amont.

Néanmoins lors de cette visite il n'est à aucun moment abordé le sujet des dépassements de la

Néanmoins lors de cette visite il n'est à aucun moment abordé le sujet des dépassements de la VLE mercure au troisième trimestre 2025. Lorsque le rapport d'analyse est demandé par l'inspection, ce dernier n'est pas retrouvé est envoyé suite à la visite par courriel du 09/12/2025. A noter qu'en date du 05/12/2025 c'est un rapport de contre-mesure et non le rapport de mesure initial qui a été retransmis à l'inspection. Les résultats des deux analyses sont non-conformes (cf. tableau ci-dessus). Il convient de noter que :

- les conditions de fonctionnement de la ligne (quantités de déchets introduits) au moment du prélèvement ne sont précisées dans aucun des deux rapports,
- la typologie des émissions n'est pas explicitée (mercure particulaire / gazeux / bi-phasique) rendant de fait injustifiable le système de traitement type charbon actif.

Pour rappel la valeur limite en mercure et la fréquence d'autosurveillance de ce paramètre sont imposées par la directive IED retranscrite en droit français par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Considérant la récurrence de la non conformité décrite, il est à ce stade estimé l'incapacité de l'exploitant à se conformer aux meilleures techniques disponibles en matière de traitement de DEEE et l'inspection propose au préfet de suspendre l'activité de broyage de DEEE.

Enfin, vu les enjeux sanitaires en lien avec l'émission de mercure, par courriel du 05/12/2025 l'ARS et l'inspection du travail ont été saisies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à M. le Préfet une suspension de l'activité de tri/transit/regroupement et traitement de DEEE exercée dans le bâtiment OSIRIS. Cette suspension concerne les deux lignes GEM et PAM toutes deux reliées au même exutoire.

L'exécution de cette décision a un effet immédiat à compter de la notification de cette dernière.

L'activité de cette ligne ne pourra reprendre qu'aux conditions décrites dans l'arrêté préfectoral de suspension.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

Proposition de délais : 1 jour